La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous les jours sauf les week-end

18ème année - N° 3102 - Mercredi 21 Février 2018 - Prix : 200 Fc

AFFAIRE DES CLOUS SUR LA PISTE DE L'AÉROPORT DE MOHÉLI

Said Larifou: "*C'est une tentative d'attentat !*"



Les partis de la mouvance dénoncent une tentative d'attentat



ASSISES NATIONALES

L'heure est à la restitution

Lire page 2

ASSISES NATIONALES

Sounhadj réclame un audit au CPAN

Lire page 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

ASSISES NATIONALES

L'heure est à la restitution

Après la fin des travaux des assises nationales, le gouvernement et le bureau du Cpan batte campagne sur la restitution et les recommandations. Top départ à Mutsamudu, ce dimanche d'une série de rencontres populaires qui se feront à travers le pays.

C'est dans le stade de Missiri que le gouvernement et le bureau du comité de pilotage des assises nationales donnent le top chrono d'une série de rencontres populaires sur la restitution des conclusions et recommandations des assises nationales qui viennent juste d'être organisées. Une occasion pour l'expert principal de revenir encore une fois sur le diagnostic fait pour les 42 ans d'indépendance et les recommandations issues des ateliers thématiques mais aussi au cours des séances plénières.

A Mutsamudu, les intervenants n'ont pas manqué de dresser le bilan avant l'heure de l'action du gouvernement. C'est le cas de Said Abdallah qui qualifie le président de la République d'homme de parole et d'action. « Il n'y a pas si longtemps, se promener avec sa femme dans les ruelles de Mutsamudu était un risque à tel point qu'on craignait que sa femme soit kidnappée sans qu'on le sache, tellement, il faisait noir. Aujourd'hui, la crise est derrière nous, grâce aux efforts consentis en une année », a déclaré, celui qui dit intervenir au nom des notables de l'île. M. Abdallah qui mentionne avec enthousiasme les travaux encours de réfection des routes, facilitant la circulation des biens et des personnes.

« Nous voulons que Mutsamudu redevienne le poumon économique du pays », a-t-il lancé sous les ovations du public, ajoutant que la population à Anjouan réclame un État fort. « Je lutte pour redonner au port de Mutsamudu ses lettres de noblesse », retorque le président de la République. Azali Assoumani pour qui aucun écart ne sera tolérable sur la gestion de l'énergie. « Vous avez des droits mais



aussi des devoirs. Payez les factures, dénoncez les incivilités, préservez nos infrastructures », a-t-il lancé, soutenant l'action du directeur d'EDA pour une gestion dit-il exemplaire de cette société d'État. « Je remercie toutes les régions qui investissent elles-mêmes, et leur fait savoir que l'État les soutiendra dans tous leurs projets », a-t-il déclaré.

Et le chef de l'Etat de revenir sur son sujet de prédilection. La lutte contre le séparatisme et le chiisme. « Être ensemble, se soutenir les uns les autres, avec comme cadre programmatique les conclusions des Assises Nationales, est ce qui consolidera l'unité nationale comorienne. Mais être comorien c'est aussi une religion, le sunnisme d'obédience chafiite. Les ravages du chiisme, partout où il a été introduit, sont catastrophiques, et les exemples sont légion : Yemen, Liban, Syrie, Iraq (…) préserver notre héritage religieux, c'est aussi cela être comorien », a-t-il martelé. A noter que ce lundi, la même délégation a pris la direction de Fomboni à Mohéli pour le même objectif.

Maoulida Mbaé

ASSISES NATIONALES

Les conclusions des assises exposées au corps diplomatique

Le ministre des affaires étrangères a reçu hier lundi, le corps diplomatique accrédité en Union des Comores. Une rencontre axée essentiellement sur la tenue et les conclusions des assises nationales.

Le ministre des affaires étrangères, Soeuf Mohamed El Amine a reçu, hier lundi, les organisations internationales accréditées auprès de l'Union des Comores, pour échanger sur les conclusions des assises nationales. Le chef de la diplomatie comorienne, qui a salué l'accompagnement sans faille de ces dernières tout au long du processus, a demandé que cet accompagnement reste permanent pour la suite des évènements:

« Après la fin des assises, le plus gros reste à faire. On veut que le corps diplomatique apporte son soutien pour les prochaines étapes à franchir surtout quand il faudra traduire les conclusions des assises en actes », a expliqué Souef Mohamed El Amine qui a évoqué l'idée d'une consultation populaire, qui peut être un référendum ou un vote à travers les grands élus, pour concrétiser les recommandations.

Le ministre s'est réjouit de la forte mobilisation de la population, des représentants des 4 îles, des personnalités politiques, de la diaspora et de la société qui ont participé au dialogue national qui s'est déroulé du 5 au 12 février 2018. Une "opportunité" rare qui a permis de revisiter le passé puis apprécier le présent pour pouvoir se projeter dans le futur: « Ce n'est pas un cadre qui n'est pas tout à fait classique mais qu'il vaut mieux prévenir parce que le monde est en marche », poursuit-il.



Le ministre des affaires reçoit le corps diplomatique

Ayant à coeur de s'inspirer du passé, le gouvernement mise beaucoup sur les recommandations sous le régime d'Ali Soilihi qui préconisaient entre autres, un système de gouvernement central et fort. Le ministre des affaires étrangères a rappelé les efforts de la communauté internationale pour jouer les bons offices auprès des parties qui n'étaient pas représentées au sein du Comité de Pilotage des Assises Nationales, grands absents des assises; tentatives vaines.

Mohamed Youssouf

AFFAIRE DES CLOUS SUR LA PISTE DE L'AÉROPORT DE MOHÉLI

Said Larifou: "*C'est une tentative d'attentat !*"

Quinze partis de la mouvance présidentielle sont montés au créneau après que des clous aient été déversés sur la piste d'atterrissage de l'aéroport de Badar Salam à Mwali, alors que l'avion présidentiel devait décoller. Devant la presse, ces partis ont dit condamner avec fermeté l'acte « ignoble », ainsi que la publication du communiqué du parti Juwa qui "tente de justifier cet acte".

Des clous sur la piste de l'aéroport de Fomboni (Mohéli) alors que l'avion du Président devait décoller. La nouvelle a fait bondir la mouvance présidentielle. Une enquête a été diligentée pour établir ce qui s'est réellement passé lundi matin à Mohéli. « Sans nul doute, c'est un acte grave qui porte atteinte à la sécurité de l'Etat », a déclaré Said Larifou du parti Ridja, un des 15 partis qui ont tenu une conférence de presse hier pour « condamner avec fermeté cet acte ». « C'est une tentative d'attentat ! », s'est exclamé l'avocat pour qui les auteurs de cet acte savaient pertinemment ce qu'ils faisaient. Tous appellent le gouvernement à user de tous les moyens pour appréhender les auteurs. « Une fois arrêtés, il faut qu'ils soient jugés et qu'il y ait des sanctions sévères et exemplaires », a renchéri Me Larifou.

Pour Djaé Ahamada Chanfi, c'est l'image du pays qui a été salie. Ce membre du Rdc a dit son inquiétude face à la rapidité à laquelle la nouvelle a été publiée sur les réseaux sociaux. Mohamed Chatur Elbadaoui de la Crc a dit regretter cette tentative de déstabilisation de la paix, « unique gage du développement de ce pays ». « Nous ne pardonnerons quiconque veut semer des troubles dans ce pays », a prévenu l'actuel directeur des hydrocarbures. Il insiste qu'il y a plus grave encore: « Il s'agit de la publication du communiqué du parti Juwa qui tente de justifier la tentative; c'est plus grave que l'acte lui-même! ».

Des propos que partage Me Larifou: « Juwa soutient cet acte de terrorisme aux Comores », appuyé par Sounhadj Attoumane, conseiller du chef de l'Etat, présent lors de cette conférence. Il précisera que « c'est le Juwa côté Barwane qui doit être sanctionné » car « ils soutiennent des actes de terrorisme aux Comores ».

Les conférenciers appellent tous les partis politiques de ce pays à condamner cet acte, « sinon, qui ne dit rien consent », a lancé Djaé Ahamada Chanfi.

Le parti Cadim a proposé une radiation de ce parti dans l'échiquier politique du pays « puisque c'est un parti qui ne veut que la guerre ». Sounhadj et Chatur ajouteront: « Instaurer la paix dans ce pays fait partie des recommandations de Bazi pour le bilan des 42 ans des Comores et 15 ans de la chaise tournante ».

Ibnou M. Abdou

ASSISES NATIONALES

Sounhadj réclame un audit au CPAN

Le rapport final des assises nationales a été remis au président de la République, la semaine dernière. Plus tard, Azali Assoumani signera le décret sommant la dissolution du Comité de Pilotage des Assises Nationales. Des faits qui pousseront Sounhadj Attoumane, aujourd'hui ancien vice-président du Cpan, à sortir de son silence. Ce dernier réclame en effet un audit du Cpan, déplorant des "incohérences" sur la gestion financière.

Sounhadj Attoumane sort de son mutisme. L'ancien vice-président du Cpan s'est exprimé sur le déroulement des assises nationales, qui ont pris fin le 12 février dernier. Grand absent des médias durant le processus, il expliquera son silence en citant la lourde tâche qu'il exerçait au sein du Cpan: « Pendant trois mois, je me suis tenu à l'écart des médias. Si aujourd'hui je m'exprime, c'est parce que le travail est fini et on a atteint les objectifs visés », a-t-il confié.

Dans son intervention, le conseiller du président de la République est revenu sur l'organisation des assises sur le bilan des 42 d'indépendance du pays, la "forte mobilisation" de la population et le travail effectué par les experts nationaux.

Concernant la gestion financière du Comité en charge des assises, M. Attoumane se montre moins conciliant: « Sur la gestion financière au sein du Cpan, je peux dire qu'il y a eu des incohérences. Il manquait certaines pièces justificatives. Et je ne sais pas si c'est à cause du temps qui était un peu court mais les faits se sont déroulés, poursuit-il. La situation était compliqué; il y a eu un nouveau comptable nommé par le ministre des finances », a-t-il déclaré.

Pour lui, si le président a appelé à effectuer des audits pour identifier les "voleurs de la République", ils doivent commencer par le Cpan. « Un audit au Cpan est nécessaire pour faire la lumière sur sa gestion financière. Et je suis le premier à le réclamer car on doit être les premiers à montrer l'exemple », ajoute-t-il. On parle de plus de 500 millions de francs qui ont servi pour les assises nationales.

Pour ce qui est des recommandations faites à l'issue des assises, Sounhadj reste convaincu que le président de la République devrait saisir l'opportunité pour renouveler son mandat: « La tournante reste et c'est une bonne chose. Mais on doit le réaménager, d'où la suppression des postes des vice-présidents », lance-t-il. Interrogé sur l'absence de l'opposition aux travaux des assises, le conseiller du président de la République a dit regretter leur choix.


Sounhadj Attoumane favorable à un audit du CPAN

« Le parti Juwa a été le premier à réviser la Constitution de 2001. Il l'a trafiqué pour qu'elle serve ses intérêts. Pourquoi ils ne veulent pas s'asseoir pour discuter aujourd'hui ?», s'interroge-t-il. Hier c'était eux, et aujourd'hui, ils sont dans l'opposition...». Tout récemment, le président de la République a procédé à la dissolution du Comité de pilotage des assises nationales. Azali projette désormais de passer à la phase application des recommandations des experts, à travers la pédagogie et la sensibilisation de la population.

Mohamed Youssouf

POLITIQUE

Le parti RDC (courant Djaé) : "*La tournante, gage de stabilité du pays*"

Le parti RDC a organisé une conférence de presse samedi, ceci pour donner son appréciation sur les assises nationales. Le parti assure être à l'initiative de la suppression des postes des vice-présidents et du maintien de la présidence tournante.


Le parti RDC tendance Djaé devant la presse

Le 12 février, les assises nationales ont pris fin; le document final a été soumis au président de la République par les experts nationaux. Samedi, dans une conférence de presse, le parti RDC (tendance Djaé) a donné son appréciation sur les recommandations faites par les experts nationaux. Une nouvelle page qui s'ouvre pour la population comorienne à les en croire: « On a trop longtemps vécu dans la misère. Les assises nationales riment avec renaissance pour le pays. Soyons unis pour la construction de l'archipel », a dit Issihaka Djibaba, le secrétaire général de la RDC (tendance Djaé).

Lors de cette rencontre avec la presse, le parti a déclaré être à l'origine de la recommandation de la suppression des postes de vice-présidents, du maintien de la tournante et de la large autonomie des îles.

« On s'est rendu compte que la présidence tournante était gage de stabilité et de paix dans le pays. C'est pourquoi on a beaucoup insisté sur ce point. Et pour le renouvellement, le mandat sera de 5 ans renouvelable une fois. Pas 7 ans comme on le dit dans les réseaux sociaux, poursuit-il. Quant à l'autonomie des îles, on a jugé qu'un gouverneur ne peut pas gouverner sans avoir les pleins pouvoirs ».

Le parti RDC a dit attendre avec impatience la mise en place de la plateforme institutionnelle suivant les recommandations des assises nationales, par le président de la République. Enfin, le parti se dit partant pour un éventuel référendum comme l'a évoqué le directeur de cabinet du président de la République la semaine dernière. « Tout ce qu'on fait, c'est pour préparer un meilleur avenir à nos enfants », a conclu le secrétaire régional de la RDC.

Mohamed Youssouf

ENERGIE RENOUVELABLE :

Une société italienne devrait alimenter Anjouan et Mohéli d'ici la fin de l'année

EPS (electronic power systems), est actuellement en phase d'étude de faisabilité dans les deux îles. La société italienne qui a signé un contrat avec le gouvernement comorien à travers le groupe Vigor, prévoit d'alimenter Anjouan et Mohéli en énergie solaire d'ici la fin de l'année.

L'annonce a été faite à la presse à l'issue d'une rencontre entre la multinationale italienne et la vice-présidence en charge de l'énergie, hier. Actuellement, des agents seraient sur le terrain pour l'étude de faisabilité de l'installation de deux centrales énergétiques à Anjouan et à Mohéli. Anjouan avec ses besoins énergétiques de 6 mégawatts, on prévoit d'installer une centrale de 7 à 8 mégawatts minimum, tandis qu'à Mohéli, où le besoin actuel est de 1 mégawatt, EPS prévoit d'y installer une centrale capable de produire 1 à 2 mégawatts.

« Nous sommes des spécialistes des systèmes d'énergie renouvelable. Pour ce qui est de stockage, nous sommes intervenus en Australie, aux Maldives, Somalie (où chaque jour nous donnons de l'énergie à deux ville). Nous sommes intervenus aussi en Amérique latine…En utilisant ces solutions les Comores peuvent arriver à une solution énergétique abordable, fiable et durable », annonce Giuseppe Artizzu, le directeur exécutif d' « electronic power systems », revelant au passage que ce projet est travaillé depuis maintenant un an.

Sans doute la multinationale qui est intervenu dans d'autres pays comme la Chine, l'Espagne, et l'Italie va-t-elle produire de l'énergie pour la revendre à la Ma-Mwe qui, à son tour la distribuera à la population. « EPS a les techniques de stocker de l'énergie. Sa méthode nous a séduits, raison pour laquelle nous avons décidé de passer à l'acte », reconnait le vice-président Djaffar. A la question de connaitre le coût d'investissement, le directeur de la société nationale de l'eau et d'électricité a répondu aux journalistes que cela ne peux pas se savoir avant la fin de l'étude de faisabilité en cours. Par contre l'échéance du retour d'investissement s'étale, elle, jusqu'à 10 ans à en croire le directeur exécutif d'EPS.

Toufé Maecha

Numéros utiles

Police
Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie
Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration
Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport
Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :
Le Select 773 00 31

Port maritime
Moroni: 773 00 08
Moheli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux
Moroni:: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques
BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 764 43 00
Meck: 773 36 40

MAMWE
Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

HÔTELLERIE :

Les 30 chambres supplémentaires de Golden Tulip bientôt opérationnelles

Au cours d'une visite dans le chantier de Golden Tulip hier, le vice-président en charge du tourisme et de l'investissement a annoncé que les trente chambres supplémentaires de l'hôtel Itsandra, devenu Golden Tulip depuis le mois d'août 2017, suite à sa reprise par le groupe Vigor, seront opérationnelles dans trois mois.


Le vice président Djaffar avec les responsable de Vigor à l'hotel Itsandra

L'hôtel comptera ainsi plus de 60 chambres. Emotions et louanges ! En charge du tourisme, le vice-président Djaffar Ahmed Said s'est rendu à l'hôtel Golden Tulip hier lundi pour constater de visu l'évolution des travaux d'extension dudit hôtel. C'est dans un sentiment d'émotion qu'il a visité le chantier où plus de 50 ouvriers s'activent pour les dernières finitions.

« Les trente chambres sont en cours de finition. Les bungalows sont rénovés, la propreté dans l'hôtel est assurée…Tout ce qu'on s'est entendu (dans le contrat) est respecté à la lettre », s'est ému le vice-président, qui y met ses pieds pour la première fois depuis la pose de la première pierre il y a de cela six mois environ. Le groupe Vigor a signé avec le gouvernement comorien le contrat de reprise de l'hôtel Itsandra, le 11 août 2017 pour non seulement gérer l'existant mais aussi faire une extension des chambres pour accroitre la capacité d'accueil.

Devenu depuis Goldent Tulip, l'hôtel devait avoir les trente chambres supplémentaires opérationnelles à la fin de l'année 2017. Mais pour des raisons logistiques, elles ne seront livrées qu'en début du mois d'avril prochain, si on s'en tient à l'annonce du vice-président selon lequel le groupe a demandé trois mois de plus pour finir les travaux.

Golden Tulip aura, ainsi, doublé carrément la capacité d'accueil avec un hôtel de 67 chambres. Et parallèlement, l'existant est en cours de rénovation, histoire d'avoir un standard international. Le décor intérieur, les meubles… tout est concerné. Golden Tulip qui serait actuellement à 3 étoiles place la barre très haute. En effet, selon le vice-président Djaffar, il faut aller jusqu'à « 4 étoiles, voire 5 étoiles ! ».

« Des gens comme Vigor qui lient leurs paroles aux actes, nous aimons bien travailler avec. Non mais franchement, Vigor a tenu parole », se félicite le vice-président en charge de l'investissement devant ces investisseurs tanzaniens, lesquels vont intervenir dans d'autres secteurs tels l'énergie et l'aviation.

Toufé Maecha

BANQUE

Exim Bank s'installe dans le Mbadjini

Exim Bank a ouvert une agence annexe à Foumbouni, dans le Mbadjini. C'est donc la sixième agence en Grande Comore. La cérémonie officielle s'est déroulée en présence d'une foule dense et a vu la participation du gouverneur de la Banque centrale des Comores qui encourage vivement la population à y ouvrir ses comptes.


Inauguration de l'agence Exim Bank de Foumbouni

Les habitants du Mbadjini n'auront désormais plus à se déplacer jusqu'à Moroni pour effectuer leurs transactions à Exim Bank. Il leur est désormais possible de le faire sur place grâce à l'ouverture d'une agence nouvellement inaugurée à Foumbouni, en présence des autorités locales. Pour le préfet de la région, Mbadjini contribue au développement des institutions financières de la place: « La Meck peut en témoigner», a dit Mzé Said Mhoumadi, préfet du Sud-Est.

Après Moroni en 2007, Mutsamudu et Domoni à Anjouan, Fomboni à Mohéli et Mitsamiouli en Grande Comore, le tour revient à Foumbouni à Ngazidja. D'après le directeur général de cette institution financière, la vision de l'Exim Bank Comores est de voir le secteur bancaire comorien s'ouvrir d'avantage dans les régions afin de se transformer en un centre d'affaires de référence. « Nous croyons au potentiel de cette région de Mbadjini et voudrions voir le marché régional se développer afin de voir un développement économique durable aux Comores », a déclaré Guy Rwaburindi, directeur général d'Exim Bank Comores.

Pour le gouverneur de la Banque centrale des Comores, Exim Bank fait partie des banques venues avec une politique d'ouverture. Il rappellera à la foule, venue nombreuse, qu'il y a 15 ans, il n'y avait qu'une seule banque commerciale. Pour ouvrir un compte, les habitants de la région Mbadjini étaient dans l'obligation de faire le déplacement à Moroni, avec toutes les galères que cela implique, sacrifiant toute la journée pour une seule opération, confiera Younoussa Imani.

Dans ces circonstances, le gouverneur trouvait normal que la population thésaurise son argent à domicile, « hors circuit bancaire », pour éviter toutes ces contraintes. Aujourd'hui, il invite la population de Mbadjini à venir en masse ouvrir leurs comptes car « pour que les banques disposent de plus de crédits pour le développement, il faut que la population ait confiance et y dépose leur épargne ». M. Imani annonce la tenue dans les mois à venir, d'une grande réunion qui va rassembler tous les acteurs clés impliqués, les banques, le secteur privé, l'Etat, les organisations patronales, syndicales.

Ibnou M. Abdou

TRANSPORT MARITIME :

Le navire Majunga II a chaviré, les passagers pleurent leurs bagages

La nuit du vendredi 16 février, le navire a chaviré au petit quai de Moroni où il a été remorqué après une panne de moteur au large de Singani. Les bagages qu'il avait transporté, essentiellement des produits alimentaires, sont dans l'eau.


Navire Majunga 2 chaviré au port de Moroni

A en croire Said Maoulida, le commandant du port de Moroni, le bateau qui est parti de Majunga la nuit du 14 février, devait arriver à Moroni le surlendemain 11h, soit le 16 février. Mais tout ne s'est passé comme prévu. Arrivé à Ngazidja, précisément sur les cotes de Singani, le navire dont le moteur est coupé a émis un appel de détresse au commandement du port de Moroni. Au final, le commandement, le commandement a opté pour Majunga III pour aller remorquer Majunga II lequel, va accoster au port de Moroni à 18h avec ses 99 passagers et 12 membres d'équipage sains et saufs.

Les passagers sont descendus juste avec leurs bagages à main. Quand aux autres bagages, les servies douaniers se sont montré un peu réticents, vu qu'il faisait encore nuit. Ils les ont priés de revenir le lendemain, samedi. A 22h du vendredi, le navire accosté à bâbord au bout du petit quai commence à retourner sur soi. Le commandant du port, alors qu'il se trouvait chez lui, fut contacté. A son tour, il contacte Moroni Terminal, pour emprunter un chaland et des amarres. « A mon arrivée au port, les amarres de Majunga II commençaient à lâcher une à une. Mais on a quand-même renforcé le cordage pour limiter les dégâts », se souvient le commandant du port.

Majunga II avait transporté essentiellement des oignons, ails, poisson sec mais aussi des planches. Malheureusement pour les passagers, beaucoup de ces produits alimentaires reposent au fond de la mer, ce qui rend leur consommation dangereuse. Le soir du vendredi, les services douaniers, selon un d'eux que nous avons rencontré au port, déplorait un manque de visibilité pour procéder aux contrôles et tout l'écheveau de formalités pour sortir les bagages. « Madagascar est un pays via lequel beaucoup de produits illicites entrent aux Comores. Pour des raisons de prudence, nous avons préféré attendre jusqu'au matin ». Un matin pour sortir les bagages hors de l'eau !

Toufé Maecha

ENVIRONNEMENT

Lancement du projet ANCARII

La gouvernance environnementale, au cœur d'un atelier de sensibilisation tenu samedi dernier. Au tour des maires et les structures engagées à la cause de l'environnement d'être sensibilisées sur les objectifs climatiques de Rio.



Le projet ANCAR 2 est lancé

Le commissariat en charge de l'environnement de Ngazidja a lancé le projet ANCARII. Un projet visant au renforcement des capacités de gestion multifactorielle, coordonnée et décentralisée de l'environnement pour atteindre les objectifs de la convention de Rio. « *L'atelier qui nous réunit en ces lieux, requière notre grand intérêt face à une menace sérieuse de notre survie sur la terre* », a déclaré Moisuli Mohamed Aziri. Le commissaire à l'environnement de l'île de Ngazidja fait savoir que le projet en question permettra d'intégrer les besoins environnementaux mondiaux et les dispositifs des accords multilatéraux sur l'environnement dans le cadre législatif et réglementaire national.

Et M. Mohamed de solliciter l'expertise des maires pour la planification. « *Nous devons prendre en compte le mode de vie des habitants, prendre en compte également la spécificité de chaque région. A nous d'être inventif notamment sur la ville de demain* », a-t-il assuré. Même réaction pour Abdourahim Said Bacar, secrétaire général de l'Exécutif de Ngazidja pour qui, le caractère transversal du projet porte sur la valeur stratégique de la gouvernance décentralisée comme approche d'appropriation et participative dans le cadre des conventions de Rio.

« *La présence à cet atelier de toutes les parties prenantes surtout les Maires, les représentants des communes et les partenaires nationaux est un gage pour une meilleure compréhension et une bonne appropriation du projet* », a-t-il fait savoir. Et M. Said Bacar d'appeler à mettre l'accent sur la modalité managériale du projet et les rôles des partenaires clés.

Maoulida Mbaé

FOOTBALL : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ÉLECTIVE DE LA FÉDÉRATION

Youssouf Chaehoi : "*Changer les hommes pour changer les mentalités*"

La campagne du marathon pour la présidence de la Fédération de Football des Comores (Ffc) bat son plein. Youssouf Chaéhoi est l'un des prétendants à la succession de Tourqui Salim à l'occasion de l'assemblée générale élective du 24 février prochain. Au cours d'une conférence de presse, tenue à Moroni hier mardi, il expose un programme ambitieux, sur lequel resplendissent entre autres, reforme administrative et financière, promotion des acteurs essentiels du football comorien et lutte contre la corruption et la violence.


Youssouf Chaéhoi en plaine conférence de presse.

Le principal slogan de notre candidat illustre le combat qu'il se prépare à livrer une fois élu : « le changement est possible, le redressement c'est par nous, c'est le moment où jamais et j'y crois ». Mais pour y parvenir, il brandit une véritable politique d'innovation. « C'est mon engagement des 18 mois à la tête de la Ffc », clarifie l'audacieux candidat, originaire de Hamahamet. Il compte absolument réformer la gestion administrative et financière de l'institution et ses antennes collaboratrices, dont les Ligues, les Districts et les Clubs.

« Je mettrai en place également des mécanismes de lutte contre le clientélisme, la corruption et la violence et des mesures draconiennes pour les acteurs de ces fléaux », avertit le responsable démissionnaire du département des Licences + de la Ffc. Ce dernier partage la thèse selon laquelle le salut de toute discipline sportive repose sur l'instruction. Ce qu'il envisage : « Promouvoir la formation des cadres techniques de football de base, des jeunes arbitres, des administrateurs des clubs, la création des centres de football dans les îles, en motivant ce qui existe déjà».

Football, jeu avec des valeurs éthiques

Parmi les raisons qui l'on poussé à rendre son tablier à la Ffc, après trois ans de loyaux et fructueux services, il se serait rendu compte que l'institution se montre réfractaire à toute politique novatrice, notamment les opérations de diagnostic, de thérapie et des perspectives d'avenir objectives et productives. « Les commissions élues des finances et d'audit, imposées par la Fifa n'existent pas. Tout se passe dans l'opacité totale. Je suis optimiste quant à un changement des mentalités. Il suffit de changer les hommes », rappelle cet ex-président rénovateur de Meck Mbeni. En clair les indicateurs, entre autres, de performance, de transparence, etc. restent utopiques à la Ffc.

Celui que beaucoup, à tort ou à raison, donnent favori à la succession de Tourqui Salim, compte initier une véritable politique de mobilisation de fonds, primer les clubs champions et créer des économies d'échelles au profit de tous les clubs, qui sont pratiquement déficitaires. En guise de conclusion, Youssouf Chaéhoi déclare : « Je veux faire du football comorien un jeu avec les valeurs éthiques, dans un atmosphère paisible, redonner de l'envie aux spectateurs, complètement désintéressés, de la discipline et faire de notre pays, petit qu'il soit, l'une des meilleures nations de football en Afrique et dans le monde ».

BM Gondet

DJIBOUTI : JEUX DES JEUNES DE L'OCÉAN INDIEN

Mayotte s'insurge et réclame la reconnaissance de son statut

La 2e tentative, après janvier 2014, de Djibouti pour l'organisation des Jeux des jeunes de la Commission de la Jeunesse et des Sports de l'Océan indien (Cjsoi) a fait un écho réconfortant. En avril prochain, les jeunes de la sous région se retrouveront à Djibouti à l'occasion de la 11e édition de ce prestigieux rendez-vous de la Jeunesse et des sportifs.

Mais, Mayotte, jusqu'à là, traitée par la charte de ces jeux comme entité neutre, est aujourd'hui, 101e département français. L'île s'insurge et réclame en conséquence la reconnaissance pragmatique de son image, innovée. La délégation sportive mahoraise, sous la houlette de Madi Vita, président du Centre régional des œuvres sportives (Cros), compte sortir d'une situation « bâtarde » pour jouir enfin de son nouveau statut (département français), malgré la réticence de la France. La ministre des sports du gouvernement français, « Laura Flessel souhaite cette année envoyer une délégation unique, composée d'athlètes mahorais et réunionnais, filles et garçons, sous une seule bannière, baptisée « France de l'Océan indien ».

Si ce scénario périlleux voit le jour, la délégation mahoraise (officiels, staff administratifs et techniques, Jeunesse, artistes, sportifs, musiciens, etc.) se présentera avec divers signes emblématique de bleu, blanc et rouge.

Ce qui est interdit par la charte de l'événement. A titre d'information, pour ces Jeux des jeunes, « il n'y a pas d'hymne et la notion de drapeau n'est évoquée que quand on est au podium. Cette attitude flegme et solidaire évite l'humiliation, où seule Mayotte ne pouvait avoir son drapeau national ». Que fera un glorieux athlète mahorais, une fois hissé au podium ? Et avec la bannière de « France de l'Océan indien », quantitativement, Mayotte pourrait être sous représentée. Au secours, Salim Hafi, ministre des sports et Ibrahim Ban Ali, patron du Cosic, le spectre humiliant vécu à la Réunion en 2015, semble pointer à l'horizon !

Bm Gondet

AFFAIRE KARIM ALADIN

Ses proches demandent des éclaircissements

La famille de Karim, jeune homme décédé dans des circonstances douteuses, demande la lumière sur cette affaire. Dans une conférence de presse, tenue vendredi dernier, ses proches accusent la justice de lenteur et condamnent les propos tenus par un gendarme sur les ondes de l'Ortc sur les circonstances de la mort de ce jeune homme qui a succombé à ses blessures il y a une semaine.

Karim Aladin est décédé dans la nuit du lundi 5 février dans des circonstances douteuses. Sa famille et son quartier, Bacha à Moroni, sont convaincus que leur fils a été lâchement battu à mort. Dans une conférence de presse, ils réclament que justice soit faite: « C'est justement la justice qui devrait nous donner des éclaircissements sur la mort de Karim. Jusqu'à maintenant, nous ne comprenons absolument pas », a regretté Ben Abdallah Gigi, un jeune du quartier où résidait la victime dans une conférence de presse vendredi après-midi.


Conférence de presse à Bacha sur affaire Karim Aladin

Alors que l'enquête se poursuit, Abdallah Ibrahim, gendarme, s'est exprimé sur les ondes de l'Office de la Radio et Télévision Nationale des Comores (ORTC). Ses propos ont mis hors d'eux les proches du défunt, notamment son quartier Bacha, qui estiment que M. Abdallah « a vraiment minimisé les faits». Pour Gigi, la justice doit leur rendre compte de l'évolution de l'enquête « mais hélas, elle ne nous informe pas alors que le procureur de la République, qui était le premier à intervenir (...) nous a promis d'ouvrir une enquête judiciaire. C'est un acte criminel; la justice est vraiment lente pour le coup », a-t-il regretté.

Désormais, le quartier Bacha assure qu'il va prendre ses propres mesures de sécurité. « Nous allons surveiller notre quartier. Même si quelqu'un s'y présente pour louer une maison, il faut que nous sachions d'où il vient », précise Gigi qui encourage les autres quartiers de la capitale à en faire autant. Le père de la victime annonce, pour les jours à venir, une marche dans la capitale pour dénoncer les actes criminels. « Nous attendons l'autorisation du préfet qui nous a expliqué attendre à son tour, d'avoir l'autorisation du ministre de l'Intérieur ». Le ministre en question, Mohamed Daoudou, alias Kiki, est lui-même natif du quartier de Bacha.

Ibnou M. Abdou

UNION DES COMORES
MINISTERE DES FINANCES ET, DU BUDGET

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) phase II (PRCI II – Comores)

STRUCTURE D'EXECUTION DU PROJET

Don n°: 5900155009251 / Projet n°: P-KM-KA0-002

Avis d'Appel d'Offres International

1. L'invitation à soumissionner suit l'avis général d'acquisition qui a été publié sur **UNDB online** et sur le site **Web du Groupe de la Banque Africaine de Développement** sous les références respectives AfDB840-11/15 du 30 novembre 2015 et GPN - Comores - Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles - PRCI II - 12 2015 du 02 décembre 2015.

2. L'Union des Comores a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement dans le cadre du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) Phase II. Il est prévu qu'une partie des ressources de ce don soit utilisée dans le cadre du contrat pour « **Acquisition, Installation et Configuration des Equipements de Topographie de l'Administration Générale des Impôts et des Domaines (AGID)** ».

3. La Structure d'Exécution du PRCI Phase II, qui est placée sous l'autorité du Ministère des Finances et du Budget, invite par le présent Appel d'Offres International, qui est constitué d'un lot unique, les soumissionnaires éligibles à présenter, sous pli fermé, leurs offres pour la Fourniture, Installation et Configuration des Equipements de Topographie de l'Administration Générale des Impôts et des Domaines (AGID).

4. Les soumissionnaires éligibles intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et inspecter le dossier d'appel d'offres au bureau de la Structure d'Exécution du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) Phase II, Quartier Malouzini-Moroni B.P : 7755 Moroni – Union des Comores ; Tél : (+269) 773 94 80 / Fax : (+269) 773 95 54 ; email : prci_comores@yahoo.fr.

5. Un jeu complet de dossier d'appel d'offres peut être acheté par les soumissionnaires intéressés sur soumission d'une demande écrite à l'adresse indiquée ci-dessus et suite au règlement d'un droit non-remboursable de « **Vingt-cinq mille francs (25 000) Francs comoriens ou son équivalent dans une monnaie librement convertible ».**

6. Les dispositions dans les instructions aux soumissionnaires et dans les conditions générales du contrat sont les dispositions du dossier d'appel d'offres de la Banque Africaine de Développement : Acquisition de biens.

7. Les offres doivent être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard **le 30 mars 2018 à 10 heures 30 min** (heure locale) et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de :

- Trois millions de francs comoriens (3 000 000 KMF) (ou son équivalent dans une monnaie librement convertible.

8. Les offres doivent être valides durant une période de cent vingt (120) jours suivant la date limite de dépôt des offres.

9. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent être présents et ce le 30 mars 2018 à 11 heures 00 min dans les bureaux du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) Phase II, Quartier Malouzini-Moroni B.P : 7755 Moroni – Union des Comores ; Tél : (+269) 773 94 80 / Fax : (+269) 773 95 54 ; email : prci_comores@yahoo.fr